



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

TRADE/CEFACT/2004/36
8 mars 2004

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE,
DE L'INDUSTRIE ET DE L'ENTREPRISE

Centre pour la facilitation du commerce et les
transactions électroniques (CEFACT-ONU)

Point 3 de l'ordre du jour provisoire
Dixième session, 17-19 mai 2004

**APERÇU DES DOCUMENTS SOUMIS À LA PLÉNIÈRE
POUR LE DÉVELOPPEMENT DU CEFACT-ONU**

Soumis par le Président du Groupe directeur du CEFACT-ONU (CSG)*

* Le présent document est soumis à la Plénière par le Président du Groupe directeur du CEFACT-ONU (CSG) **pour information.**

1. Si l'on veut appliquer la stratégie relative aux transactions électroniques qui a été approuvée par la Plénière en mai 2002 et désigner un fournisseur de services d'appui (SSP) dont les services techniques viendraient s'ajouter à ceux qui seront fournis au Centre par le secrétariat de la CEE, il faut élaborer et approuver un certain nombre de propositions coordonnées.

2. Ces propositions sont les suivantes:

- a) Plan de projet global qui précisera au Contrôleur de l'ONU la nature et la portée du projet de SSP;
- b) Politique en matière de droits de propriété intellectuelle (IPR);
- c) Révision de la structure organisationnelle du Centre à la lumière des recommandations du Bureau des affaires juridiques de l'ONU et en tenant compte de la création du Forum CEFACT-ONU et de son équipe de gestion;
- d) Révision du mandat, du cahier des charges et des procédures du Centre d'après les recommandations et propositions relatives à la structure organisationnelle.

3. Il s'agit d'un ensemble de propositions coordonnées qui doivent être approuvées d'abord par la Plénière puis par le Comité du développement, du commerce, de l'industrie et de l'entreprise et par la Commission de la CEE.

4. Le résumé ci-après présente brièvement ces propositions et les documents qui s'y rapportent.

- Le document TRADE/CEFACT/2004/26 présente un plan de projet pour le fournisseur de services d'appui. Le Groupe directeur (CSG) du CEFACT-ONU a estimé qu'un fournisseur de services d'appui était indispensable pour que le CEFACT-ONU puisse contribuer au processus de facilitation mondiale du commerce électronique, répondre aux demandes des participants et faire en sorte que ses produits soient à la fois crédibles et acceptés pour adoption dans le monde entier. La Plénière a elle aussi approuvé le concept de SSP qu'elle considère comme un élément fondamental de la stratégie du Centre. Ce document décrit les relations entre le secrétariat de la CEE et le SSP, résume les recommandations du Bureau des affaires juridiques concernant l'organisation et les propositions du CSG, précise les conditions financières et organisationnelles dans lesquelles pourrait être conclu un contrat de SSP, et présente une version résumée du budget.
- Le document TRADE/CEFACT/2003/6/Rev.1 propose une nouvelle politique en matière de droits de propriété intellectuelle. La politique actuelle de l'ONU consiste essentiellement en un transfert à l'Organisation de tous les droits de propriété intellectuelle du participant. Le CSG et le Groupe juridique estiment que cette politique n'est pas adaptée aux besoins d'élaboration de normes pour le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC), lequel fournit la majeure partie des contributions, et que, en outre, elle ne peut avoir de force exécutoire dans nombre de grandes juridictions. La politique proposée prévoit que le participant concède gratuitement à l'ONU une licence irrévocable perpétuelle (et non

plus le transfert de tous ses droits). Bien accueillie par les principaux acteurs du secteur des TIC, elle a été considérée comme un progrès important par rapport aux autres approches dans ce domaine. Le Bureau des affaires juridiques a admis lui aussi l'intérêt de cette proposition mais a suggéré que chaque participant au processus du CEFACT devrait s'engager à ce que l'ONU ne puisse faire l'objet de la part de tiers d'aucune revendication portant sur sa contribution. Pour de très nombreux participants c'est un engagement extrêmement difficile à prendre du fait de l'évolution du secteur des TIC et le CSG craint qu'en imposant absolument cette clause on risque de perdre un nombre important de participants. Afin d'essayer de déterminer quels seraient les effets d'un tel engagement, le CSG procède à une enquête auprès des participants; les résultats seront communiqués à la Plénière.

- Le document TRADE/CEFACT/2004/27 contient des recommandations sur la structure organisationnelle. Lors de la création du Forum du CEFACT-ONU (réunion semestrielle de tous les groupes habilités), en mai 2002, plusieurs délégations avaient évoqué le risque de chevauchement des rôles de l'Équipe de coordination du Forum (FCT) et du CSG. À l'époque, il avait paru raisonnable de laisser à la FCT le temps de se familiariser avec ses activités avant de proposer des changements. Compte tenu de la modification des fonctions organisationnelles qui est recommandée par le Bureau des affaires juridiques (par exemple la ratification par la Plénière du statut de rapporteur conféré aux présidents des groupes habilités), il y a lieu maintenant d'examiner ces chevauchements et de proposer des changements de la structure organisationnelle du CEFACT-ONU. En résumé, les changements proposés consisteraient à supprimer le CSG, à renforcer les liens entre les groupes et la Plénière, à créer un groupe directeur du programme (PSG) composé de sept membres, soit un président et un vice-président élus par le Forum et cinq représentants des groupes, et à modifier les responsabilités des vice-présidents de la Plénière. Chaque vice-président serait responsable vis-à-vis de la Plénière d'un ensemble d'activités, par exemple stratégie et politique, opérations, affaires extérieures, promotion et communication, et pourrait bénéficier de l'aide d'équipes consultatives formées de membres de la Plénière et du Forum. Les vice-présidents de la Plénière et un membre du secrétariat seraient membres de droit du PSG.
- Le document TRADE/R.650/Rev.3 présente une révision de fond du mandat et du cahier des charges du Centre, qui reprend les recommandations et propositions concernant l'organisation qui sont décrites ci-dessus. Il fixe en particulier les rôles et responsabilités de la Plénière, des membres du Bureau de la Plénière, du PSG et des groupes habilités.
